



Photo Credit: Ollivier Girard/CIFOR, Flickr

NOTE D'ORIENTATION TECHNIQUE

Opportunités d'emplois verts

Opportunités de création d'emplois et entrepreneuriat pour les femmes dans la transition verte au Burkina Faso

Cette Note d'Orientation Technique sert à mettre en évidence et à promouvoir des solutions d'emploi vert sensibles au genre qui correspondent à la situation du Burkina Faso. En outre, il vise à recommander aux responsables gouvernementaux que l'agriculture, la sylviculture, l'énergie et la gestion des déchets apparaissent comme les quatre secteurs les plus prometteurs pour la création d'emplois verts et sont étroitement liés dans le contexte du Sahel et de l'initiative de la Grande Muraille Verte.

La transition mondiale vers une économie verte devrait générer un nombre substantiel de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes, en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde. Le passage à un environnement durable devrait générer 24 millions d'emplois à l'échelle mondiale au cours des deux prochaines décennies. En conséquence, plusieurs plans stratégiques ont été mis en œuvre pour faciliter la transition vers une reprise verte, y compris un engagement renouvelé pour faire avancer l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV) dans la région du Sahel. L'initiative de la Grande Muraille Verte devrait créer 10 millions d'emplois grâce à la transition verte. Pour exploiter pleinement le potentiel de l'économie verte, il est important de placer les femmes au premier plan de la transition verte. Cependant, les femmes sont confrontées à des obstacles microéconomiques, structurels et culturels, ainsi qu'à des obstacles au développement des entreprises et aux effets du changement climatique, qui les empêchent de bénéficier pleinement de la transition vers une économie verte.

L'économie verte est essentielle au développement économique du Burkina Faso, car le pays est fortement touché par des sécheresses prolongées et la désertification conduit à des défis agricoles, à l'insécurité alimentaire et à une pression accrue sur les ressources naturelles. Les femmes burkinabè sont confrontées à d'importantes barrières structurelles et culturelles qui les empêchent de bénéficier pleinement de la transition vers une économie verte. Les principaux obstacles peuvent être résumés comme l'accès à l'éducation, au financement et à la technologie, le régime foncier, le travail domestique et les soins, ainsi que les normes sociales générales et la violence fondée sur le genre, et la répartition inégale des soins non rémunérés. Le gouvernement du Burkina Faso travaille activement pour éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes et promouvoir une économie verte grâce à différents plans et programmes nationaux. Ces dernières années, le gouvernement du Burkina Faso a développé plusieurs stratégies et politiques nationales visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes burkinabè. Cependant, plusieurs obstacles entravent la mise en œuvre effective d'un cadre d'économie verte sensible au genre. Pour capitaliser pleinement sur le potentiel d'une économie verte, ainsi que pour réduire les inégalités de genre existantes, les femmes doivent être placées au centre de la transition verte. Davantage de politiques publiques sont nécessaires pour cibler spécifiquement les principaux obstacles qui freinent l'activité des femmes dans l'économie verte tout en les aidant à accéder aux opportunités d'emplois verts, de financement vert et de création d'entreprises vertes.

Cette note a pour objectif d'éclairer l'élaboration de politiques visant à promouvoir la création d'emplois et d'entrepreneuriat verts sensibles au genre au Burkina Faso. Ces résultats font partie d'une étude menée par ONU Femmes et l'UNCDD dans deux pays d'Afrique de l'Ouest - le Burkina Faso et le Sénégal - dans le but d'informer les politiques visant à promouvoir l'entrepreneuriat vert sensible au genre.

1. Initiative de la Grande Muraille Verte

L'initiative de la Grande muraille verte vise à restaurer les paysages dégradés de la région du Sahel, avec pour but ultime d'avoir un impact positif sur des millions de vies sur le continent.¹

Au Burkina Faso, l'initiative de la Grande Muraille Verte couvre cinq régions : Plateau central, Centre-Nord, Sahel, Nord et l'Est, englobant un total de 15 provinces et 101 municipalités, sur 92 709 km².

Sa mission consiste à prendre des mesures efficaces et urgentes afin d'inverser la tendance à la dégradation des terres, à l'appauvrissement de la diversité biologique et de parvenir à des écosystèmes résilients au Changement Climatique.¹

Elle a pour objectif d'accélérer le développement des régions en respectant les aspects suivants :

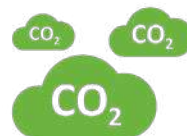
- **Accroître** sa résilience au changement climatique et d'améliorer la restauration des terres;
- **Maintenir** la fertilité des sols et augmenter l'utilisation des produits non ligneux;
- **Améliorer** la sécurité alimentaire des ménages en faisant la promotion d'activités génératrices de revenus.

L'ambition de l'initiative au Sahel :



Restaurer **100 millions** d'hectares de terres actuellement dégradées pour tous les 11 pays

capter **250 millions** de tonnes de carbone



générer **10 millions** d'emplois pour un environnement durable d'ici 2030

Figure 1. Ce graphique présente la stratégie transversale du Sénégal applicable au contexte du Burkina Faso.



2. Le gouvernement du Burkina Faso a fait de la transition vers une économie verte et inclusive, une priorité

On dénote des politiques en matière de transition verte :

- la Politique nationale de développement durable, ainsi que la Stratégie nationale de l'économie verte 2019-2023;
- la Stratégie et le Plan d'action pour l'initiative de la Grande Muraille verte au Burkina Faso 2023-2030;

En 2022, le gouvernement du Burkina Faso a mené le processus de formulation des stratégies à long terme de développement à faible émissions (LT-LEDs), qui, dans le contexte du Burkina Faso, s'intitule "Vision 2050 du Burkina Faso pour un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique."

Au niveau régional, le Burkina Faso a adopté :

- la Feuille de route pour la mise en œuvre du document final de la CEDEAO sur le genre, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans la région de l'Afrique de l'Ouest.
- le Plan d'action de l'Axe 2 de la Feuille de route du document final de la CEDEAO sur le Genre et Changement Climatique.



Stratégies et politiques nationales

Ces dernières années, le gouvernement du Burkina Faso a également développé plusieurs stratégies et politiques nationales visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes burkinabè.

Entre autres, la Politique Nationale Genre (PNG), la Stratégie National Genre (SNG) 2020-2024 et les Stratégies nationales pour le renforcement du rôle des femmes dans le processus de développement œuvrent dans ce sens. La Stratégie National Genre (SNG) ainsi que son plan d'actions opérationnel 2020-2022 ont été approuvés en 2021 suite à l'évaluation de la politique nationale genre 2009-2019 qui avait été menée en 2019.

Elle vise à éliminer les inégalités et disparités entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, et à promouvoir la jouissance effective des droits humains fondamentaux de toutes les couches sociales.



Pour exploiter pleinement le potentiel de l'économie verte, il est important de placer les femmes au premier plan de la transition verte.

3. Participation des femmes à la vie active au Burkina Faso

Bien que le gouvernement du Burkina Faso mette l'accent sur l'égalité des sexes, la réalité sur le terrain montre de grandes disparités en ce qui concerne les femmes et le travail au Burkina Faso.

Les femmes sur le marché du travail :

Le taux d'activité des femmes est de 58,3 %, contre 73,1 % pour les hommes.² En outre, les hommes gagnent en moyenne 22 % de plus que les femmes en termes de salaires.³ La représentation des femmes aux postes d'encadrement supérieur et intermédiaire reste disproportionnellement faible, avec 24 %.⁴

Fort degré d'informalité :

Les femmes sont surreprésentées dans l'économie informelle. Dans l'économie informelle, les entreprises dirigées par des femmes sont concentrées dans le secteur du commerce (65,4 %), l'artisanat (16,5 %), les services (12,3 %) et la production et la transformation (5,8 %).⁵

L'entreprenariat féminin :

Il existe un fossé entre les hommes et les femmes dans les entreprises formelles au Burkina Faso : moins de 8,9 %⁵ des entreprises seraient créées par des femmes. Les entreprises dirigées par des femmes sont confrontées à divers défis tels que la disponibilité limitée de capitaux, de crédits, de terrains, de formations et de technologies.

Accès à la technologie :

Les femmes burkinabés sont confrontées à une disparité considérable en matière d'accès à la technologie. Seulement, (30%) des femmes ont accès à un téléphone portable.⁶ La pénétration totale d'Internet dans le pays n'est qu'à 23%.⁷ L'accès limité à la technologie a un impact sur l'engagement des femmes auprès des institutions financières formelles et sur le commerce électronique, ce qui limite leur potentiel à développer leurs entreprises.

Travail de soins non rémunérés :

Les femmes et les filles assument la majeure partie des tâches domestiques et des soins non rémunérés. Dans les zones rurales par exemple, les femmes assument le fardeau de la collecte de l'eau dans 9 ménages sur 10. Par conséquent, les femmes ont peu de temps à consacrer à des activités génératrices de revenus ou à l'éducation.



Méthodologie

Approche basée sur (i) l'analyse de l'environnement favorable en matière d'économie verte, (ii) l'identification et l'analyse des opportunités de l'économie verte dans des secteurs spécifiques, et (iii) contraintes, potentiel et participation aux opportunités de l'économie verte pour les femmes.

Cette étude se concentre sur **quatre secteurs** pour (i) leur pertinence pour l'économie du Burkina Faso, (ii) leur potentiel de création d'emplois verts avec une attention toute particulière portée sur les femmes et (iii) leur potentiel d'extension dans l'ensemble du pays.

Méthodes :

- Une recherche documentaire basée sur l'analyse de plus de 170 rapports et publications
- Des entretiens approfondis avec des experts thématiques, des institutions publiques, des acteurs économiques, des entrepreneures et entreprises féminines, de la société civile et d'autres acteurs
- En dernier lieu, un atelier de restitution a permis de valider les résultats de l'étude et de recueillir des recommandations pour améliorer la note.



Agriculture



Sylviculture



Énergie



Gestion des déchets





(y compris activités de réparation, recyclage et réutilisation)

4. Résultats de l'étude : Opportunités vertes pour les femmes au Burkina Faso

Aperçu des principales possibilités de création d'emplois verts pour les femmes dans la région couverte par la GMV pour chaque secteur clé.

Figure 2. Cartographie des opportunités d'emplois verts pour les femmes dans la zone d'initiative de la GMV au Burkina Faso.

Note : Note : Ce tableau présente l'exercice de cartographie visant à identifier les opportunités d'emplois verts pour les femmes au Burkina Faso dans le contexte de la GMV. Une note globale est fournie sur la base de la note moyenne de chacune des trois catégories dans la "note d'opportunité" finale.

Secteur	Opportunités de l'économie verte		Taux d'activité des femmes dans l'économie verte						Environnement favorable				Score de l'opportunité	Gains rapides (oui/non)
	Agriculture écologique	Nouveaux produits et services	Qualifications		Type		Niveau d'emploi		Cadre stratégique et juridique	Contexte socio-culturel	Existence de bonnes pratiques	Organisations de soutien		
			Faibles	Élevées	Employé	Indépendant	Actuel	Projeté						
Sylviculture 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Agriculture 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Énergie 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui
Gestion des déchets 	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Oui

● Faible ● Moyen ● Élevé

De l'emploi vert à l'entrepreneuriat vert

L'étude a permis d'identifier un potentiel important de création d'emplois pour les femmes dans les quatre secteurs clés qui sont essentiels à la réussite de l'initiative de la Grande Muraille Verte.

À court terme, la plupart des opportunités d'emplois verts se présenteront par le biais des entreprises créées et dirigées par les femmes dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la gestion des déchets, de l'économie circulaire et des énergies renouvelables.

4.1 Sylviculture



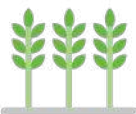
Ce secteur présente des opportunités prometteuses pour la création d'emplois verts pour les femmes et joue un rôle déterminant des coopératives de femmes, avec un rôle désigné pour la sécurité alimentaire nationale.

Les produits forestiers non ligneux offrent de nombreuses opportunités hautement valorisées (Noix de karité, gomme arabique, tamarin et miel) qui restent à développer et auraient besoin d'un soutien actif (financement, recherche et développement, et marketing) pour exploiter pleinement leur potentiel. Le secteur emploie une importante main-d'œuvre spécialisée et représente une valeur de plus de 1 083 millions d'USD.⁸

L'écotourisme offre un potentiel immense de développement durable, mettant en avant la richesse du patrimoine naturel et culturel du pays. La promotion active du développement de l'écotourisme pour des voyages responsables pourrait offrir des opportunités d'emplois pour les femmes dans le secteur formel.



4.2 Agriculture



La plupart des opportunités sont étroitement liées au secteur de l'agriculture, qui est dominé par l'agriculture de subsistance et par des activités sources de revenus correspondant à des opportunités d'emplois verts peu valorisés.

Les meilleures opportunités ont tendance à concerner la chaîne de valeur du coton, de l'horticulture ou des céréales biologiques avec un fort potentiel de création d'emplois dans les activités d'intrants (intrants, efficacité de l'eau, fourrage), de transformation (conserves, traitement des déchets organiques en énergie) ou de commercialisation (emballage, stockage, transport, marketing) dans un secteur d'une valeur de près de 4 milliards de dollars US au Burkina Faso en 2022.⁹



4.3 Énergie



L'accès à l'énergie est un prérequis important à la création d'emplois verts dans les autres secteurs et chaînes de valeur, comme l'agriculture et les services.

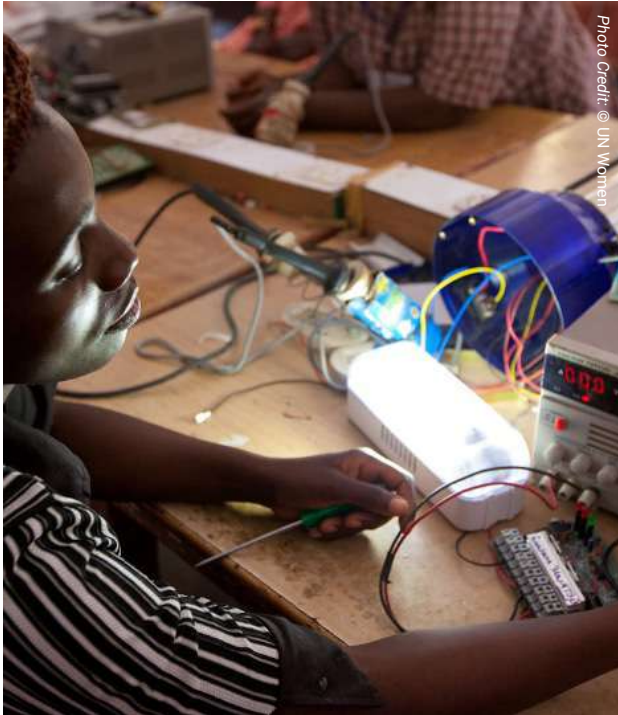


Photo Credit: © UN Women

Pour les emplois verts, le potentiel dans les domaines de 'énergie solaire, est relativement élevé. Cependant, le potentiel le plus important pour développer les emplois verts pour les femmes se situe dans l'installation et maintenance de systèmes d'énergie solaire.



Photo Credit: CIF Action, Flickr

4.4 Gestion des Déchets



La gestion des déchets au Burkina Faso offre des **opportunités prometteuses** d'emplois verts pour les femmes dans différents sous-secteurs, notamment avec les activités de compostage, car les femmes sont déjà fortement impliquées dans les pratiques d'agriculture durable connexes.



Photo Credit: Olivier Girard/CIFOR, Flickr

5. Perspectives

1

Préparer les entrepreneures à l'économie verte

- Améliorer l'accès des filles et des femmes à l'éducation et à la formation technique en s'attaquant à la ségrégation sexuelle dans l'éducation et en encourageant leur participation dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM);
- Développer des programmes ciblés de requalification, d'amélioration des compétences et de mentorat qui fournissent les compétences techniques et les connaissances nécessaires liées à l'économie verte, en particulier dans les secteurs de l'agriculture durable, de la sylviculture, de la gestion des déchets et de l'énergie.

2

Préparer les organisations et coopératives de femmes locales à l'économie verte

- Fournir aux organisations et coopératives de femmes des équipements et technologies résistants au climat
- Soutenir l'organisation des femmes en coopératives et groupes économiques et renforcer leurs capacités institutionnelles, notamment en les regroupant en fédérations
- Garantir les droits des femmes et des filles à la propriété immobilière (terre).
- pour faciliter l'action collective, l'accès aux intrants, au financement et aux marchés;

3

Renforcer l'accès des entrepreneures aux financements verts

- Concevoir, Développer et mieux structurer l'offre des produits financiers verts sur mesure adaptés aux besoins des entrepreneures et des organisations de femmes .
- Mettre en place des dispositifs spécifiques pour soutenir l'inclusion financière verte des femmes de la base et l'accès aux mécanismes de financement vert, en améliorant l'information, les connaissances et la capacité des femmes à accéder aux processus complexes liés au financement vert, et en collectant des données ventilées par sexe pour suivre l'accès des femmes au financement vert.
- Favoriser la mise en place de réseau et la collaboration entre les femmes pour qu'elles puissent entrer en contact avec des entrepreneurs de leur âge, des mentors et des employeurs potentiels dans l'économie verte ou forger des partenariats avec des entreprises opérant dans les secteurs clés afin de créer des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les femmes.

4

Réduire la pénibilité et charge du travail domestique et de soins non rémunérés réalisé par les femmes

- Renforcer la capacité institutionnelle des acteurs (gouvernement, partenaires du développement, associations de la société civile, associations de femmes, secteur privé, etc.
- Investir dans le développement des services et des infrastructures de soins et dans la mise en œuvre de politiques visant à reconnaître, réduire et redistribuer les soins non rémunérés.

5

Promouvoir les réseaux de femmes dans l'économie verte

- Renforcer le leadership, le plaidoyer et la représentation des femmes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des stratégies vertes nationales et régionales.
- Renforcer les plateformes nationales existantes pour faciliter et accroître la consultation, le suivi et la coordination des actions en faveur de l'égalité des sexes et de l'économie verte au niveau national. Cela garantira l'engagement des parties prenantes (société civile, engagement du secteur privé, femmes entrepreneurs, partenariats public-privé, etc.)
- Encourager la collecte de données désagrégées par sexe afin d'orienter la formulation et la mise en œuvre des politiques, en veillant à ce que les processus de transition écologique tiennent compte des questions d'égalité entre les hommes et les femmes.

6

Encourager les emplois verts pour les femmes dans le contexte de la Grande muraille verte

- Favoriser l'établissement de chaînes de valeurs innovantes centrées sur les produits non ligneux et promouvoir la pratique de l'agroforesterie, qui joue un rôle central dans l'avancement de l'économie verte, où le genre est un facteur déterminant pour le succès de l'initiative GMV.
- Mobiliser des financements (financements verts) en collaborant avec les banques commerciales pour créer des lignes de crédit pour les entreprises dirigées par des femmes, des fonds de garantie spécifiques conçus pour soutenir ces lignes de crédit, et fonds souverains provenant d'institutions gouvernementales et d'autres mécanismes financiers, en exerçant un effet de levier sur les financements verts et climatiques.
- Mettre en œuvre des programmes innovants de partenariat public-privé pour développer des produits de financement adaptés aux besoins des entreprises dirigées par des femmes et créer ainsi les conditions propices à un accès plus large et plus équitable au financement pour les femmes entrepreneurs vertes.

La reconnaissance

Soutenu par la:



Notes

1. Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (2022). Retrieved from : <https://igmvss-bf.net/elementor-3778>
2. WB (2023). *Gender Data Portal*. Retrieved from: Burkina Faso - World Bank Gender Data Portal
3. Paylab (2023). *Salary by gender*. Retrieved from: Salaries in Burkina Faso - Burkinafaso.paylab.com
4. UN Women (2023). *Women Count, Burkina Faso*. Retrieved from: [Country Fact Sheet | UN Women Data Hub](#)
5. EU & IBF (2022). *Profil Genre Burkina Faso et Analyses Genre Sectorielles*.
6. Ministry for the Promotion of Women and Gender of Burkina Faso (2015). *Stratégie Nationale de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin (SNPEF) 2016-2025*. Retrieved from <https://bit.ly/42bti3o>
7. USAID (2020). *Assessing the Gender Gap in Access to Digital Financial Services in Burkina Faso*. Retrieved from: TBD
8. The Business Research Company (2023). *Forestry and Logging Market Report 2023*. Retrieved from: [Forestry And Logging Market Size, Share, Growth, Trends And Forecast 2023-2032](#)
9. World Bank (2023). [Individuals using the Internet \(% of the population\) – Burkina Faso](#).
10. Worldbank (2022). Agriculture, forestry, and fishing, value added (current US\$) - Burkina Faso. Retrieved from: [Agriculture, forestry, and fishing, value added \(current US\\$\) - Burkina Faso | Data](#)

NOTE D'ORIENTATION TECHNIQUE

Opportunités de création d'emplois et entrepreneuriat pour les femmes dans la transition verte au Burkina Faso

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès dans la réponse apportée à leurs besoins partout dans le monde.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour parvenir à l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour veiller à l'application effective de ces normes et à ce que les femmes et les filles en bénéficient, partout dans le monde. Nous intervenons à l'échelle mondiale pour faire de l'ambition des Objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et nous soutenons la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, en mettant l'accent sur cinq domaines prioritaires :

- renforcer le leadership des femmes et leur participation ;
- mettre fin à la violence à l'égard des femmes ;
- intégrer les femmes dans tous les aspects des processus de paix et de sécurité ;
- renforcer l'autonomisation économique des femmes ;
- et placer l'égalité des sexes au cœur des processus de planification et de budgétisation au niveau national.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), adoptée en 1994, est le seul accord international juridiquement contraignant qui lie l'environnement et le développement à la gestion durable des terres.

L'objectif de la CNULD est de soutenir les pays et les communautés dans la réhabilitation, la conservation et la gestion durable des terres et des ressources en eau, afin d'améliorer les conditions de vie. Avec 197 parties, la CNULD réunit les décideurs, les scientifiques, la société civile et le secteur privé autour d'une vision commune et d'un cadre d'action visant à transformer la manière dont les ressources foncières sont utilisées et gérées afin de garantir des vies saines et des moyens de subsistance durables. Il est essentiel que ces efforts continuent à promouvoir l'égalité des sexes et des approches tenant compte des spécificités de chaque sexe en matière de contrôle et d'accès à la terre.



Photo Credit: Ollivier Girard/CIFOR, Flickr